

Les acteurs issus d'Alsace et de Lorraine associés par Auguste Bartholdi à la réalisation de "*La Liberté éclairant le monde*"

Né le 2 août 1834 à **Colmar** dans une famille de notables Réformés, **Auguste Bartholdi** et son frère s'installent en 1836 à Paris à la suite de leur mère après le décès de leur père. Après ses études à Louis-le-Grand (1843-51) Auguste se lie d'une amitié qui durera tout au long de leurs vies avec **Eugène Dock** né en 1827 à **Strasbourg**-qui a intégré l'Ecole des Beaux-arts de Paris en 1845 et avec qui il partage un atelier de sculpteurs à Levallois avant de s'installer en 1853 dans le sien rue Vavin pendant 40 ans. En 1855 et 56, Bartholdi découvre l'Egypte et ses monuments en compagnie des plasticiens : Imer (Suisse de Neufchâtel), Gérôme (né à Vesoul), Belly et Berchère. L'achèvement du canal de Suez (1859-69) le motive à proposer une sculpture monumentale qui renouerait avec les colosses de l'Egypte antique et le phare d'Alexandrie. Dans la vie parisienne et festive, ses amis sont l'illustrateur **Gustave Doré** né en 1832 à **Strasbourg** et le romancier journaliste **Edmond About** né en 1828 à **Dieuze** en Moselle.

Selon Auguste Bartholdi, le prologue à un projet franco-américain de créer un symbole fort de la démocratie se serait déroulé au début de l'été 1865 chez **Edouard René Lefebvre de Laboulaye** dans sa résidence au hameau de Glatigny (aujourd'hui quartier de Versailles, Yvelines) ; il est certain que ses deux premiers promoteurs y lièrent leur amitié et leur ténacité. En opposition déterminée au Second empire de Napoléon III, Edouard de Laboulaye conduit une démarche de mobilisation de cercles modérés favorables à un régime républicain. Il convie à Glatigny des amis libéraux, dont les politiques Oscar du Motier de La Fayette, Charles de Rémusat et Hyppolyte Clérel de Tocqueville frère aîné d'Alexis et qui ont tous deux fait leurs études à **Metz** où leur père était préfet. Il associe aussi Bartholdi devenu sculpteur apprécié.

En 1866 Edouard de Laboulaye présente sa candidature d'opposition libérale aux élections législatives à **Strasbourg** ; malgré un retentissement national et une majorité urbaine, sa candidature est mise en échec par le vote rural en faveur du candidat officiel.

La déchirure

La guerre franco-allemande débutée en juillet 1870 conduit à la capture de Napoléon III à Sedan, à la chute du Second empire et la proclamation de la République à Paris le 4 septembre par un gouvernement provisoire. Les armées prussiennes et leurs alliées déferlent vers Paris qui est encerclé à partir du 18 septembre 1870 ; à l'Est les troupes allemandes s'emparent de Toul, de Strasbourg et du Sud de l'Alsace, et bénéficient de la capitulation de Metz.

Auguste Bartholdi, officier de la Garde nationale participe à la défense de Colmar ; il est nommé en 1871 aide-de-camp auprès du général Guiseppe Garibaldi à qui Gambetta, organisateur de la Défense nationale, a confié le commandement de l'armée des Corps francs des **Vosges** ; cette armée sauve et garde Dijon. Bartholdi est aussi l'agent de liaison avec le gouvernement, il se lie d'amitié avec Garibaldi.

L'unification de l'Empire allemand est proclamée à Versailles dès le 18 janvier 1871. La défaite est complète, la poursuite de la guerre très difficile, le gouvernement provisoire se résigne le 28 janvier à demander un armistice qui devient une capitulation ; d'abord partiel, il est étendu aux armées de l'Est le 15 février. Il s'agit aussi de répondre à l'exigence d'interlocuteur institutionnel du Chancelier Bismarck, en pouvant et avec son accord, provoquer le 8 février les élections législatives qui légitiment une Assemblée nationale réunie à Bordeaux, à accepter le 4 mars les conditions très dures de la paix : la France devra verser 5 milliards de francs or et **renoncer aux territoires de l'Alsace (sauf Belfort) et d'une partie de la Lorraine avec Metz. L'annexion** est rejetée par les députés de Paris et par les députés d'Alsace et de Lorraine (9 de Moselle, 11 du Haut-Rhin, 12 du Bas-Rhin) "protestataires" qui à la fois démissionnent et sont retranchés de l'Assemblée. Pour Bartholdi le berceau familial de Colmar est perdu.

L'obligation de choix pour les "optants"¹

Selon le traité de paix signé le 10 mai 1871 à Francfort-sur-le-Main, les Alsaciens et les Lorrains, soit 1,6 millions de ressortissants nés et domiciliés dans les anciens Départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de Moselle sont désormais sujets allemands dans le : **Reichsland Elsass-Lothringen**. Cependant, l'article 2 du traité offre une clause d'option : "*Les sujets français, originaires des territoires cédés, domiciliés*

¹ D'après les travaux de Benoît Vaillot, docteur en histoire contemporaine, spécialiste des frontières franco-allemandes ; d'Alfred Wahl, professeur émérite de l'université de Metz ; ainsi que EHNE.

actuellement sur ce territoire, qui entendront conserver la nationalité française, jouiront jusqu'au 1er octobre 1872, et moyennant une déclaration préalable faite à l'autorité compétente, de la faculté de transporter leur domicile en France et de s'y fixer (...). Ils seront libres de conserver leurs immeubles situés sur le territoire réuni à l'Allemagne."

Les habitants et natifs ont donc un an et cinq mois pour se déterminer et remplir un certificat "d'option". La démarche la plus immédiate est de compléter le formulaire en allemand et de le déposer à la *Kreisdirektion*, la nouvelle direction d'arrondissement. Mais beaucoup "d'optants" préfèrent remplir le formulaire dans sa version française ; ils doivent donc traverser la frontière pour le déposer dans une mairie sans aller très loin : des Haut-Rhinois se rendent souvent à Belfort, des Strasbourgeois ainsi que des Messins prennent le train pour Nancy, des Colmariens se rendent à Saint-Dié dans les Vosges. Beaucoup déposent deux formulaires, un de chaque côté de la frontière, pensant ainsi mieux assurer leurs arrières. Le nombre exact de signataires est donc difficile à établir, de même que celui des "optants" qui, ensuite, sont réellement partis. On peut estimer à 280 000 personnes (plus d'un cinquième de la population d'Alsace-Moselle) ceux qui ont signé un certificat d'option, soit en partant, soit en restant, soit en étant revenus après être partis. Au final, la majorité des signataires ne partent pas, hésitant à s'exiler ou espérant que le document seul sera suffisant. Après le 30 septembre 1872 l'administration allemande recherche tous les "optants" pour la France et vérifier qu'ils ont bien évacué leurs résidences ; dans le cas contraire la demande d'option française est invalidée, ils seront sujets du Reich ; lourd travail administratif qui produit des tonnes de documents dans les archives.

Qui part ? Les Alsaciens-Lorrains qui partent sont plutôt citadins et appartiennent principalement aux classes supérieures : professions libérales, fonctionnaires, nantis dont le statut est plus intéressant en France qu'en Allemagne et qui partent pour conserver leur niveau de vie. Les paysans, eux, sont peu enclins à abandonner leurs terres. Mais il y a aussi beaucoup d'ouvriers, qui suivent leurs patrons.

Il y a une surreprésentation des jeunes hommes de 18 à 25 ans qui veulent échapper au service militaire prussien de mauvaise réputation ; fin 1872, les autorités allemandes constatent que 70% des recrues sont manquantes. Selon un profil confessionnel, proportionnellement les réformés – principalement mulhousiens – sont surreprésentés, ainsi que les membres de la communauté juive, francophile depuis la Révolution.

Où ? Souvent au plus près de l'autre côté des Vosges et quelquefois bien plus loin. On trouve plus de 70.000 Alsaciens-Lorrains en Meurthe-et-Moselle, 50.000 dans les Vosges et 10.000 dans le Territoire de Belfort. Et plus de 6.000 vont fonder des villages en Algérie. Les "optants" bénéficient d'une solidarité nationale en se rendant dans les bureaux à Nancy, Lunéville, Saint-Dié, Belfort, Paris... ils trouvent des bureaux d'aide qui leur permettent de trouver du travail, des bons de logement et de transport. Il y a quelques tensions, comme à Nancy où des bagarres éclatent car par leur présence, les loyers ont doublé, voire triplé et où des enfants alsaciens mendient place Stanislas. Mais la plupart des "optants" trouvent du travail et un logement et s'intègrent bien dans la société française.

Entre 250.000 et 388.000 Alsaciens et Lorrains résident déjà avant 1871 hors de leur région natale. Eux aussi doivent remplir un certificat d'option à déposer en mairie, pour exprimer leur souhait de rester français, ils bénéficient d'un délai supplémentaire jusqu'au 1^{er} octobre 1873. Même les Alsaciens et les Lorrains du bout du monde sont concernés : au Brésil, 220 déposent une déclaration d'option ; en Argentine, ils sont 158, et 112 en Egypte ; 384 en Russie, dont 130 à Moscou et 150 à Saint Pétersbourg ; presque tous – 99,8% d'entre eux – vont opter.

A Paris vit une importante diaspora d'Alsaciens et de-Lorrains depuis le milieu du 19^e siècle venue faire carrière dans la capitale ; comme ceux qui ont créé sont les premières grandes brasseries parisiennes ou comme l'industriel haut-rhinois Antoine Herzog, qui fonde une société immobilière pour aménager un quartier résidentiel dans le 17^e arrondissement de Paris ; d'autres sont des personnalités publiques comme le mulhousien Auguste Scheurer-Kestner qui deviendra vice-président du Sénat, ou comme l'abolitionniste de l'esclavage, Victor Schoelcher né à Paris mais originaire de Fessenheim, qui est élu à nouveau député de la Martinique et qui publiera un appel à la conciliation en faveur des insurgés de la Commune de Paris avant d'être en décembre 1875 élu par l'Assemblée pour être un des sénateurs inamovibles.

Dans le cercle des amis d'Auguste Bartholdi : Gustave Doré, Edmond About, optent pour la France quelquefois -comme peut-être Bartholdi lui-même- en se refusant à matérialiser un choix qui entérine une annexion illégitime. Eugène Dock, lui, épouse en février 1871 Sophie Weyer, strasbourgeoise et veuve qui a deux enfants ; il va poursuivre sa carrière en Alsace.

L'exode de capitaux, d'idées, de compétences et de savoir-faire va permettre un essor économique et manufacturier ; particulièrement du Nord au Sud le long de la nouvelle frontière : bassin minier et sidérurgique de Longwy et Villerupt, vallées du textile dans les Vosges. Nancy devenue "ville frontière"

connaît un essor remarquable avec son bassin sidérurgique (Pompey), du sel et de la soude (Solvay à Dombasle) et le développement de ses universités. Cet élan sera en partie à l'origine du renouveau des arts décoratifs français dit "Art Nouveau" dans l'*Ecole de Nancy*. Ainsi Jean Daum notaire à Bitche annexée vend son étude et opte pour la France ; il s'installe à Nancy où en 1876 il investit dans la verrerie Sainte-Catherine devenant en 1878 le chef d'une entreprise de 150 ouvriers. Ses fils : Auguste juriste et Antonin diplômé de l'Ecole centrale des arts et manufactures de Paris, orientent l'entreprise à partir de 1889 vers la création artistique dans le sillage des créations d'Emile Gallé. Un des premiers créateurs recrutés par la cristallerie Daum est Jacques Gruber né en 1870 à Sundhouse (Bas-Rhin), devenu sujet allemand car sa famille n'a quitté l'Alsace pour Nancy qu'en 1877 et qui ne recouvrera la citoyenneté française qu'en 1886.

Et la République ?

Beaucoup de républicains modérés voit dans l'insurrection de la Commune de Paris un excès qui compromet les chances d'instituer la république ; après sa répression, le régime républicain reste considéré transitoire et "par défaut", il est sous surveillance des courants conservateurs et surtout des factions monarchistes rivales. Les priorités des gouvernements sont, pour celui de Thiers de payer la rançon et de faire progressivement évacuer le territoire : versement du solde et départ des dernières troupes allemandes d'occupation de mars à septembre 1873 ; puis pour celui de Mac Mahon d'établir un Ordre moral liant l'Eglise et l'Armée en attente d'une restauration monarchique.

Edouard de Laboulaye s'est rangé dans le camp des républicains modérés et plutôt conservateurs en soutien à Thiers. Cependant comme lors de son opposition à l'empire entre 1865 et 1870, Laboulaye, reste attaché au modèle institutionnel états-unien d'une démocratie libérale et à sa promotion par l'amitié franco-américaine ; objectif auquel il continue de se consacrer en associant Bartholdi. Il est enfin élu député de Paris en juillet 1871.

Les temps ne sont pas favorables à la création plastique et encore moins à la figuration républicaine. Auguste Bartholdi part en juin 1871 pour un séjour de cinq mois aux États-Unis, muni de lettres d'introduction auprès des contacts américains de Laboulaye. Il est porteur du projet de statue monumentale de la *Liberté* qui n'est pas encore finalisé ainsi qu'en témoigne la maquette de "*La Liberté éclairant le monde*" qu'il a offerte à son ami Laboulaye.

♦ **Adolphe Salmon** va être le premier acteur "lorrain" associé par Bartholdi à son projet. Il est né en 1835 à **Donnelay** près de Dieuze (communes de l'ancien Département de la Meurthe qui sont annexées dans le *Reichsland Elsass-Lothringen* en 1871 puis seront rattachées en 1919 au Département de la Moselle). Il émigre aux États-Unis en 1861, s'établit comme négociant et fonde à New-York en 1865 un influent cercle d'affaires : le *Cercle français de l'Harmonie*.

Salmon accueille Bartholdi à son arrivée à New-York et organise sa notoriété. Bartholdi peut ainsi rencontrer le président américain Ulysses S. Grant le 18 juillet 1871. A New York un dîner est organisé pour collecter des fonds. Bartholdi révèle aux donateurs putatifs les coûts prévus pour le monument : 125 000 dollars (correspondant à 2,5 millions au début du XXI^e siècle) pour le piédestal à la charge des Américains, 125 000 pour le reste de la statue à la charge des Français. Mais les hommes d'affaires veulent apposer le nom de leurs compagnies en échange de leur participation. Bartholdi revient en France sans financement.

Salmon devient l'ami de Bartholdi, son représentant et fondé de pouvoir ; ils resteront très proches au long de leurs vies.

A son retour, Bartholdi peut néanmoins se consacrer à sa première œuvre monumentale et magnifier le patriotisme à travers la commande qu'il reçoit en 1872 de la municipalité, d'un monument dédié aux défenseurs de Belfort ; il crée le **Lion**, dont il conduit l'édification de 1875 à 1879.

Les courants républicains sont déterminés à mettre fin à l'Ordre moral présidé par Mac Mahon dès l'annonce en 1875 des élections législatives pour le printemps 1876. A nouveau l'amitié franco-américaine retrouve son sens d'efficacité associée à la symbolique républicaine ; le projet de monument peut reprendre son essor. Edouard de Laboulaye, qui est par ailleurs désigné par l'Assemblée nationale en 1875 pour être l'un des cent Sénateurs inamovibles, crée avec Bartholdi le **Comité de l'Union Franco-Américaine**. Pour s'y associer Adolphe Salmon vient en France où il dispose d'une résidence parisienne, sa fiancée pose pour Bartholdi. Le comité se charge d'organiser en France la collecte des fonds pour la construction de la statue monumentale en coordination avec le comité américain animé par Salmon pour le financement du site du monument dont il sera un des artisans essentiels de la réalisation jusqu'à son inauguration.

Durant ce séjour, la fiancée américaine d'Adolphe Salmon : Sarah Coblenzer (New York, 1844 - Paris, 1904) pose en mars 1875 pour Bartholdi qui est en train de composer le visage de la *Liberté*.

La Franc-maçonnerie procure les lieux et les temps des échanges entre les courants républicains ; en 1875 Bartholdi rejoint la Loge Alsace-Lorraine à Paris.

La campagne de promotion pour la statue débute à l'automne 1875 et sa réalisation commence dans les ateliers à Paris ; la totalité du financement ne sera atteinte qu'en 1880.

Salmon est naturalisé américain en 1875 ; il accueille Bartholdi en 1876 lors de son second voyage aux Etats-Unis. En effet la première exposition universelle nord-américaine qui se tient à Philadelphie pour le centenaire de la Déclaration d'Indépendance, est l'occasion de relancer le projet de monument en exposant la réalisation d'un premier élément monté en taille réelle : l'avant-bras de la statue, la main et la torche avec sa plate-forme. Salmon a aussi fait financer par son cercle de relations et d'affaires l'achat de la statue de *La Fayette*, œuvre de Bartholdi, qui est installée à l'Union square de New-York en 1876 pour le centenaire, renforçant la notoriété et la crédibilité du sculpteur. A New-York, Bartholdi obtient du Président Grant dans les derniers jours de son mandat, l'officialisation du choix du site : l'île de Bedloe dans la baie en face de Manhattan et propriété fédérale où a été érigé un fort.

Bien après l'achèvement du site et du monument de la *Liberté éclairant le monde* en 1886, Salmon fait acheter en 1897 la réplique du groupe statuaire "*Washington et Lafayette*" de Bartholdi (dont l'original est à Paris) par Charles B. Rouss, marchand américain qui en fait don à la Ville de New York ; elle sera implantée en 1900 au Lafayette Square.

Adolphe Salmon meurt à Paris en janvier 1898 ; il est inhumé au cimetière du Montparnasse dans la même allée qu'Auguste Bartholdi.

◆ **Jeanne-Emilie Baheux devient Madame Bartholdi ; une rencontre lorraine.**

Lors de son séjour aux Etats-Unis en 1876 pour l'exposition du centenaire à Philadelphie et promouvoir le projet de monument, Bartholdi se rend chez un de ses soutiens qui réside à Newport : John La Farge ; peintre et écrivain ayant séjourné à Paris qui est l'hôte d'une parente lointaine et française : **Jeanne-Emilie Baheux de Puysieux** ; sa présence face à Auguste Bartholdi serait un coup théâtral du destin.

En effet une anecdote relate que cinq ans plus tôt, au printemps 1871, Bartholdi se serait rendu à **Nancy** devenue "ville frontière", pour la fête de mariage d'un ami dans l'un des établissements ouverts aux publics place Stanislas. A cette occasion, il aurait eu un coup de foudre pour une inconnue : Jeanne-Emilie Baheux, "modiste" de son état. Bartholdi aurait obtenu son adresse, mais ses courriers seraient restés sans réponse. Jeanne Emilie Baheux est née en octobre 1829 à **Bar-le-Duc** (Meuse) d'un "filateur" Pierre Joseph Baheux né dans l'Aisne et de Louise Nestier née à Châlons en Champagne, de confession catholique qui se sont mariés à Nancy. Le couple installe une petite manufacture à Bar-le-Duc, donne naissance à sept filles, mais l'entreprise périclète. Jeanne-Emilie est orpheline à six ans ; elle exerce ensuite le métier de modiste à façon dans le quartier du Temple à Paris aux côtés de deux de ses sœurs. Elle donne naissance à deux enfants en 1853 et en 1858 qui ne survivront pas.

Fin 1871, elle aurait suivi sa protectrice Mme Walker, canadienne expatriée qui séjournait en France pour s'installer en Amérique du Nord, en ajoutant "de Puysieux" à son nom sur la foi d'une vague ascendance.

Entre Jeanne Emilie qui a 47 ans et Auguste qui en a 42, le mariage civil a lieu le 15 décembre 1876 à l'hôtel de ville de Newport (Rhodes-Island, USA) et par un pasteur au domicile de La Farge. Jeanne-Emilie étant l'aînée de son époux, a rajeuni son état-civil ; Bartholdi la déclare aussi de confession réformée en annonçant par courrier son mariage soudain à sa mère restée en France, figure tutélaire qu'il révère. Le mariage américain est publié en France en janvier 1877 mais il ne sera enregistré au tribunal civil de Paris qu'après la mort de Mme Bartholdi mère, en octobre 1891.

Les époux resteront unis -mais sans enfants- toutes leurs vies.

Jeanne-Emilie Bartholdi meurt le 12 octobre 1914 dix ans après son époux. Elle lègue des documents et des œuvres du sculpteur à plusieurs établissements, dont le Conservatoire national des Arts et Métiers (CNAM) ainsi que la maison familiale de Colmar à la Ville, qui deviendra musée en 1922.

◆ **Jean-Baptiste Emile Gaget** est né le 6 octobre 1831 à **Dun-sur-Meuse** au Nord de Verdun (Meuse) ; dessinateur industriel puis ingénieur, il travaille au percement du canal de Suez. Avec un associé il rachète en 1875 l'entreprise de chaudronnerie Monduit et Bechet qui devient "Gaget et Gauthier". L'entreprise compte plusieurs centaines d'ouvriers, réalise le dôme de l'opéra Garnier et les toitures du palais du

Trocadéro. Elle a collaboré avec Eugène Viollet-le-Duc pour ses campagnes de restaurations (Notre-Dame de Paris, le château de Pierrefonds) ; c'est sur son choix que l'entreprise est sollicitée en 1875 et va être associée à toute la réalisation du projet de Bartholdi de la statue monumentale : "*La Liberté éclairant le monde*".

De vastes ateliers sont aménagés 25 rue Chazelle dans la Plaine-de-Monceaux du 17^{ème} arrondissement de Paris. Selon la technique préconisée par Viollet-le-Duc, les chaudronniers de Gaget & Gauthier façonnent la "peau" du monument par martelage-estampage de plaques de cuivre, matériau abondé par un don de l'industriel Eugène Secrétan (né à Saulx-les-Vesoul, Haute-Saône) ; les gabarits en bois sont réalisés dans l'atelier de Bartholdi sous sa direction à partir du modèle en plâtre au 1/16^{ème} (peint et daté de 1877, il est aujourd'hui au musée du CNAM).

Les premières parties de la statue sont montées pour la démonstration et motiver le public à participer à la souscription : l'avant-bras, la main et la torche, à l'exposition universelle de Philadelphie dès 1876 ; la tête -visitable, avec un diorama de la baie de New-York- à l'exposition universelle de Paris en 1878.

Après le décès de Viollet-le-Duc en 1879, l'entreprise de Gustave Eiffel reprend la conception-réalisation de la charpente dans ses ateliers à Levallois-Perret. Bartholdi rencontre au bureau d'étude un nouveau collaborateur, alsacien.

♦ **Maurice Koechlin** est né en 1856 à **Bühl** près de Mulhouse (Département du Haut-Rhin annexé dans le Reichsland Elsass-Lothringen de 1871 à 1919) ; ingénieur formé au Polytechnikum de Zurich, engagé ensuite par la Compagnie des chemins de fer de l'Est, il est recruté en 1879 par les bureaux d'études Eiffel. Il est chargé par Eiffel de la charpente métallique de la statue de la *Liberté* voulue par Bartholdi après le décès de Viollet-le-Duc. Maurice Koechlin résout le désaccord qui oppose Eiffel et Bartholdi sur l'angulation de la charpente en soutien au bras de la statue. Alors que la statue s'achève, en 1886 Maurice Koechlin est diplômé de l'Ecole centrale de Paris ; il sera à l'origine au sein de l'entreprise Eiffel, du projet de la grande tour pour l'exposition universelle de 1889.

Les poutrelles des charpentes en fer puddlé de la *Liberté* sont fournies par les aciéries de **Pompey** près de Nancy (nouveau Département de Meurthe-et-Moselle) comme le seront celles de la tour Eiffel.

Le montage complet de la statue est réalisé de 1881 à 1884 dans les ateliers Gaget & Gauthier de la rue Chazelle qui sont ouverts aux visites du public (jusqu'à 1500 personnes certains jours) et des personnalités (comme Victor Hugo).

L'entreprise Gaget & Gauthier, qui dispose aussi de ses fonderies, peut réaliser des répliques réduites de la *Liberté*, pour populariser la réalisation de la statue monumentale et soutenir les souscriptions publiques.

Edouard de Laboulaye meurt le 25 mai 1883.

C'est dans les ateliers Gaget & Gauthier qu'à lieu le 4 juillet 1884 (fête nationale des USA) la cérémonie du don au nom du Peuple français.

♦ L'acte officiel est signé par **Jules Ferry**, président du Conseil, né à **Saint-Dié** et député du Département des **Vosges** dont la "ligne bleue" des sommets fait frontière avec l'Alsace annexée.

En 1885 Emile Gaget qui a mobilisé durant 10 ans les efforts de son entreprise, reçoit la légion d'honneur qui lui est remise par Bartholdi.

Avec son épouse et douze ouvriers, ils accompagnent l'acheminement -du 21 mai à Rouen au 18 juin 1885 à New-York- de l'ensemble des 350 éléments de la statue et de ceux de la charpente métallique.

Le montage sera exécuté en six mois.

Les travaux ont débuté en juin 1884 sur l'île Bedloe dans la baie de Manhattan, site réservé depuis 1876 ; ils sont à la charge des dons américains. Adolphe Salmon a poursuivi ses efforts et une campagne de presse du quotidien *New-York World* est engagée par son fondateur Joseph Pulitzer, pour mobiliser les publics à la souscription et achever la construction du socle.

Pour motiver les soutiens, l'entreprise Gaget & Gauthier fait réaliser des répliques grandes et petites qui sont proposées aux donateurs. Les modèles réduits sont diffusés en grand nombre, ils portent gravé le nom de l'entreprise Gaget qui est prononcé : "gadget".

L'inauguration a lieu le 28 octobre 1886 en présence d'Auguste Bartholdi, d'Adolphe Salmon et d'Emile Gaget.

Jeanne-Emilie Bartholdi la lorraine est elle la seule inspiratrice de la *Liberté* ?

Auguste Bartholdi n'a laissé que peu d'indications sur l'identité de celles qui auraient pu lui servir de modèle dans ses années de préparation de la statue.

Outre son épouse **Jeanne Emilie**, à partir de 1876, les historiens des arts ont évoqué différentes personnalités qui ont pu l'inspirer :

- Le visage de sa propre mère, **Charlotte Bartholdi** qui avait 74 ans en 1875 ?
- **Sarah Coblenzer**, future épouse d'Adolphe Salmon ? Elle a 31 ans quand elle pose en 1875 à Paris pour Bartholdi qui aurait expliqué que Sarah avait les traits qu'il recherchait : le nez romain, l'arcade sourcilière parfaite et les yeux énigmatiques. Cette hypothèse est la plus identifiée.²
- **Isabella Eugénie Boyer** ? Née d'un père français et d'une mère anglaise, elle est veuve de l'inventeur milliardaire Isaac Merritt Singer fondateur de la célèbre entreprise de machines à coudre et qui a contribué au financement du projet. Elle a 35 ans quand Bartholdi fait sa connaissance à New-York en 1876 alors que son travail est déjà très avancé.

Et pour le *Lion de Belfort* ?

Les historiens cherchent encore, malgré le soutien de l'entreprise Peugeot...

² *Lady Liberty I love you* Nathalie Salmon 2013 Ed. Bertrand Revert